

TPG EUROMAD

Pays: Lituanie

Commission : Conseil des Ministres des Droits et des Libertés

Problématique : “Quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ; et comment garantir leur indépendance ?”

Après la dissolution de l'URSS en 1991, très peu des pays concernés ont réussi à garantir les droits et libertés comme la Lituanie l'a fait. Située dans le top 30 des pays respectant le plus la liberté de la presse selon Reporter sans Frontière, la Lituanie est un exemple d'application des droits de l'homme. En tant que membre de l'OTAN depuis le 17 mars 2004 et membre de l'Union européenne depuis le 1er mai 2004, la Lituanie est un pays européen exemplaire, avec une intégration à la zone euro et l'espace Schengen. Nous sommes fiers de notre statut de pays le plus développé des 3 États baltes. Nous combattons tous les jours la désinformation et les fake news. Notre démocratie a déjà ouvert plusieurs mesures pour lutter contre les États et société mettant en danger la désinformation et la liberté d'expression, mais le combat n'est pas fini. Alors, quelle place ont les médias pour assurer le respect des Droits de l'Homme ? Et comment garantir leur indépendance ? Nous présenterons tout d'abord notre politique en faveur de l'indépendance des médias, puis nous présenterons les projets à venir pour s'assurer d'une presse libre qui rend libre.

La Lituanie a beau être un petit pays, nous avons tenu tête à l'autoritarisme d'entreprises étrangères comme la chinoise Xiaomi, une marque de téléphone collectant et surveillant les données de nos citoyens. Nous nous sommes aperçus que cette entreprise censurait tout article allant à l'encontre de la propagande chinoise. Des médias traitant de sujets comme Taïwan ou le Tibet étaient donc censurés. Une enquête est à présent ouverte sur d'autres produits ou médias chinois, pour savoir s'ils enfreignent la liberté de la presse et les libertés individuelles. Les médias se montrant parfois trop orientés, certains de nos députés proposent un projet de loi qui consisterait à demander au journaliste de faire un quota de 50 pour-cent d'information positive et 50 pour-cent d'information négative sur chaque sujet visant la classe politique. Ayant pour but d'éviter d'avoir des médias de mauvaise foi, manipulant l'information pour aller à l'encontre de certaines personnes ou idéologies. Afin de garantir l'indépendance de nos médias, la plupart de nos chaînes d'informations sont des entreprises privées. Sans aucun monopole médiatique, notre presse reste l'une des rares presses libres. La Lituanie condamnant la guerre lancée par V. Poutine en Ukraine, nous avons lancé une campagne téléphonique luttant contre la désinformation russe.

Afin de lutter pour une presse libre assurant les libertés, notre nation propose plusieurs projets comme des textes de loi visant à interdire les monopoles médiatiques. En effet, nous interdirons qu'une entreprise ou qu'un entrepreneur achète plus de trois médias privés afin de veiller à éviter que des acteurs financiers privés empêchent les médias d'informer librement, les forçant à adopter des points de vue identiques à leurs vues. Nous aimerions aussi former un ministère de l'information ou du média car nous vivons dans un monde où l'information est de plus en plus présente à travers les réseaux sociaux ou la télé. Ce ministère semble nécessaire afin de lutter activement contre la désinformation en offrant au gouvernement une présence sur les réseaux sociaux. Cette nouvelle institution sera régulatrice et assurera le bon fonctionnement médiatique. Avec cette nouvelle ère de l'information-choc, nous discuterons avec l'Union Européenne pour introduire une charte de déontologie journalistique, les nouveaux journalistes oubliant trop les codes moraux que doivent suivre les détenteurs de l'information. Nos jeunes ayant de plus en plus tôt un accès aux médias et aux réseaux sociaux, introduire à l'école des séminaires et des cours pour leur expliquer le bon fonctionnement de l'information semble crucial.

Afin de conclure, nous ajouterons que l'Europe doit être un exemple de liberté journalistique. Cette responsabilité, en plus de peser sur les gouvernements, doit aussi et surtout profiter aux principaux concernés : les journalistes et autres professionnels des médias. Cependant, ce fléau qu'est la désinformation ne peut pas être combattu seul. L'Union Européenne toute entière doit lutter contre les fake-news parasitant nos médias.